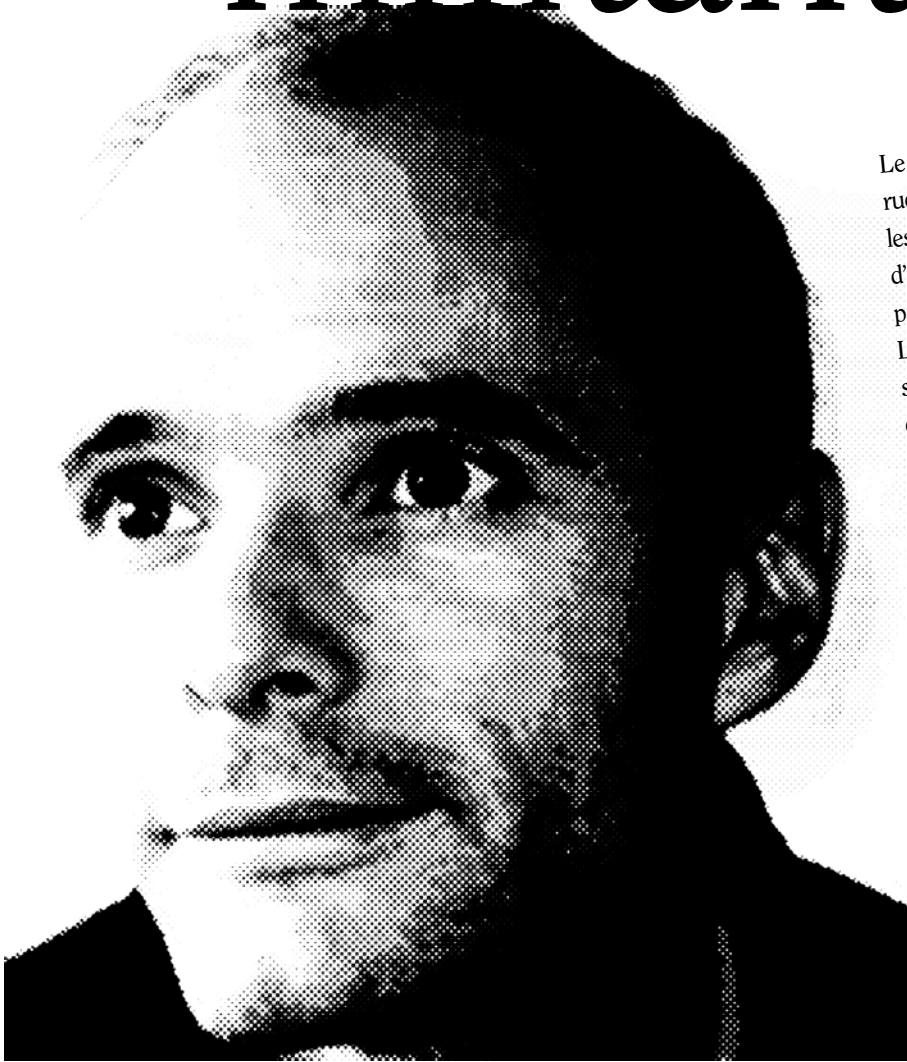


ACTION !

Sortir des ghettos militants



Le 7 avril 2010, le collectif « Débaptisons les rues de négriers » renomme symboliquement les 25 rues de Bordeaux portant le nom d'esclavagistes. Le 13 avril, des dizaines de parents d'élèves occupent l'école Gilbert Dru de Lyon pour contrecarrer l'expulsion d'une famille sans-papiers. Le 15 avril, un immense drapeau est déployé au sommet de l'Arc de Triomphe pour dénoncer l'inauguration de l'esplanade Ben Gourion par le maire de Paris. Le 28 avril, quinze personnes exigeant l'arrêt des essais du nouveau missile nucléaire français M51 bloquent l'entrée du Palais de l'Élysée avec des chaînes et des cadenas¹.
Le point commun de toutes ces actions ? Elles sont reliées de près ou de loin avec le collectif Les Désobéissants, qui, depuis 2006, organise des stages de formation à l'action directe non violente un peu partout en France. Les Renseignements Généreux ont rencontré l'ancien porte-parole de ce collectif, Xavier Renou.

Peux-tu te présenter en quelques mots ?

Bonjour, je m'appelle Xavier Renou, j'ai 36 ans. Je vis dans l'Oise, près de Paris. Je suis assez engagé politiquement, d'une façon à la fois radicale et non électorale, à travers un collectif qui s'appelle Les Désobéissants.

Que sont Les Désobéissants ?

Le réseau des Désobéissants a été créé il y a quatre ans. C'est un outil de formation destiné à tous les militants qui s'opposent aux logiques de domination et de profit, qui veulent défendre le bien commun. C'est un outil d'accompagnement des luttes : nous mettons au service de ceux qui font appel à nous un soutien humain, matériel, de compétences, de savoir-faire, tout cela dans une logique d'action directe non-violente. Nous sommes disponibles pour les syndicats, les travailleurs non organisés, les écologistes, les féministes, les militants des droits de l'Homme, les antispécistes...

Depuis quand t'intéresses-tu à la politique ?

Je suis tombé dedans quand j'avais 12 ans et demi... Je m'intéressais énormément à l'Histoire. Quand j'ai découvert l'histoire du nazisme, j'ai été extrêmement choqué. J'ai compris qu'une autre société était possible, en pire, et donc que probablement, une autre société était aussi possible, en mieux.

Tes parents sont-ils des militants ?

Mes parents n'ont jamais été membres d'une organisation politique. Mais ils font partie de la petite-bourgeoisie de gauche, celle qui a voté Mitterrand en 1981. Ils m'ont transmis des valeurs de justice sociale, d'égalité, de bien commun. Ils m'ont aussi plongé dans l'éducation populaire, à travers les centres de loisirs, les colonies de vacances. Ça m'a permis de côtoyer des enfants nettement moins privilégiés que moi. J'ai eu une enfance très heureuse, je n'ai jamais manqué de rien. Mes parents s'aimaient, il y avait de l'affection et de l'argent à la maison. En revanche, dans

les colos, j'ai rencontré des enfants placés à la DDASS, dont les parents étaient en prison, ou très pauvres.

Je trouvais ces différences injustes et inacceptables. Ça gâchait mon bonheur, je me sentais triste. Je me souviens d'ailleurs avoir écrit à l'époque une sorte de charte-constitution pour régler tous les malheurs du monde...

Tu avais diffusé ce texte autour de toi ?

J'avais commencé par le faire lire à mon père. Il s'était exclamé : « Ah, c'est du communisme ! ». Du coup, je me suis plongé dans l'histoire du communisme, ce qui m'a fait découvrir l'anarchisme, l'histoire de la gauche et du mouvement ouvrier. Et c'est comme ça que je me suis politisé. Pour exprimer tout ce que j'avais sur le cœur, à 13 ans, en 1986, j'ai lancé un petit journal dans mon collège.

Comment s'appelait ce journal ?

Réactions... C'étaient les réactions d'un enfant face au cours des choses. Le premier numéro parlait du charter des 101



maliens expulsés par Charles Pasqua. Au début, j'étais tout seul à écrire, puis d'autres "extra-terrestres" du collège m'ont rejoint. Quelques temps après, je me suis fait convoquer par la proviseur du collège...

Ah, la répression...

Je m'attendais à être félicité, et je me fais vertement sermonner : « Pas question qu'il y ait de la politique dans mon collège. Si tu continues ce journal, je te vire. » Ça m'a beaucoup choqué, j'ai pleuré... Passée l'émotion, avec les copains, nous avons décidé de continuer en clandestin. C'était ma première action de désobéissance !

Combien de temps a duré

Réactions ?

Au lycée, jusqu'à 18 ans, j'ai continué de le publier. C'était un mensuel diffusé à 500 exemplaires environ. On avait des problèmes avec l'extrême droite, que nous critiquions beaucoup. On s'était aussi heurté à l'Eglise catholique. J'avais fait un reportage clandestin sur les journées du diocèse de Haute-Normandie, un rassemblement autour de la foi chrétienne, qui dans les faits était un grand "baisodrome" entre adolescents. Le journal a circulé dans les écoles privées, le clergé du coin a très mal réagi. Je me suis fait convoquer, enfin bref, plein d'histoires ! Toutes ces aventures m'ont aidé à me politiser, à travers l'effort d'écriture régulier, à travers l'information, les débats, les réactions des lecteurs.

Et après le Lycée ?

Je suis rentré à Sciences-Po Paris. J'avais la chance d'être un bon élève. Je voulais être au cœur des questions politiques. Je suis tombé de haut, en découvrant petit à petit combien Sciences-Po est avant tout une école pour apprendre à gérer l'État, pour être un très bon gestionnaire d'un système inégalitaire et oppressant. J'y suis resté trois ans. Puis je suis allé en fac, à Assas, la fac de droit très conservatrice de Paris, pour faire obstacle au GUD, un pseudo syndicat étudiant d'extrême droite très violent. Nous étions au début des années 90, le Front National ne cessait de progresser, les alliances entre la droite et l'extrême droite se multipliaient, ça me faisait très peur. Je suis un mélange de la génération Le Pen et de la génération Mitterrand, c'est-à-dire que je suis marqué, au plus profond de moi, à la fois par la peur du fascisme et par la colère face à la trahison de la gauche institutionnelle. Je me sentais investi du devoir de lutter contre le fascisme.

Faisais-tu alors partie d'une organisation ?

Oui, je militais à No Pasaran. Et j'avais décidé de rejoindre Assas, qui servait de repère aux fachos, pour être au cœur de la lutte. J'y ai fait une maîtrise, puis un DEA, puis une thèse de Sciences-politiques.

Sur quel sujet ?

Sur le GUD, systématiquement... Ce qui m'a valu beaucoup de problèmes avec la direction de la fac, puisque mes recher-

ches montraient comment un groupe fasciste de quelques dizaines d'individus perdurait sur la fac, en particulier grâce aux protections de l'administration et de la police. Je montrais comment ces militants néonazis, issus de milieux favorisés, recyclaient leurs compétences dans les basses-œuvres de la République française. On les retrouve mercenaires dans la Françafrique, faussaires dans l'affaire Elf, proches des services secrets, proches du financement occulte des partis politiques, bref à des fonctions essentielles mais peu visibles du capitalisme français.

J'imagine que ces recherches t'ont apporté quelques ennuis...

Oui, beaucoup. Par exemple, le président d'Assas, Philippe Ardant à l'époque, a d'abord refusé de valider mon sujet de thèse. Un bras de fer s'est engagé, je menaçai de médiatiser l'affaire. Le compromis a été finalement de m'inscrire avec un faux sujet de thèse, en attendant que Philippe Ardant prenne sa retraite, prochaine... Mais avant cela, pendant le DEA, je me suis engagé pour essayer de faire annuler le salon du livre français, organisé par l'extrême droite tous les ans dans Assas, dans le hall d'honneur. J'ai d'abord essayé de rassembler les quelques forces antifascistes d'Assas, sans grand succès, puisque par exemple l'UNEF-ID refusait de nous suivre dans ce combat. On s'y est lancé à deux, avec un ami d'enfance, en organisant un contre-salon du livre, en manifestant lors du salon officiel. Le GUD nous a attaqué, nous a gazé.

C'était chaud ! Un copain a fini trois mois à l'hôpital. Et finalement tout le monde a rejoint notre combat. Mais le local de l'UNEF-ID a brûlé à plusieurs reprises. J'ai été menacé de mort.

Tu étais toi-même violent ?

J'étais à l'époque partisan de la violence contre l'extrême droite. J'étais militant de No Pasaran, du Scalp. Je pensais, naïvement, que lorsqu'on était radical et qu'on s'opposait à des gens violents, il fallait nécessairement être violent. Je croyais qu'être révolutionnaire, c'était s'opposer violemment à un système capitaliste lui-même très violent.

Vous aviez la tenue appropriée ?

Oui, enfin surtout mes copains, je n'aimais pas me déguiser. On portait des Bombers pour donner l'impression d'être musclé, des chaussures coquées... On se la jouait un peu viril. Mais à Assas, nous n'avions évidemment pas le rapport de force à notre avantage, donc j'étais contraint de trouver d'autres moyens. J'ai ainsi découvert la force de la non-violence active, le jeu médiatique pour chercher l'appui de l'opinion publique, et l'acceptation tactique des règles institutionnelles pour bloquer l'adversaire qui, lui, ne respecte pas son propre jeu. En demandant le pluralisme, la démocratie, le respect des lois, en montrant que la violence était du côté des fascistes, on piégeait l'adversaire, on obligeait l'Université à faire respecter la loi, et donc à exclure le GUD. C'est comme cela qu'on a gagné, avec

beaucoup de stratégie et de ténacité. Le GUD a perdu son local, perdu les élections, le président Ardant est parti, il a été remplacé par un président qui a été obligé d'autoriser notre salon du livre.

Et le salon du livre français ?

Suite à tout le bazar que nous mettions, tous les salons du livre ont finalement été interdits à l'Université d'Assas par Philippe Massoni, le spécialiste des barbouzeries de la droite, à l'époque préfet de police de Paris. Motif ? Le hall d'Assas devenait soudain « dangereux pour la sécurité des personnes ». Une décision politique, évidemment... mais enfin, nous avons atteint notre objectif !

Tout au long de ces années, le Scalp a-t-il été un soutien pour toi ?

Marginalement. Quand je suis arrivé au Scalp, j'étais assez différent des autres. Je n'avais pas le look anarchiste, je n'étais pas habillé en noir avec une crête, je me méfiais beaucoup des uniformes et du sectarisme qui souvent les accompagne. Je voulais tisser des alliances avec d'autres groupes moins radicaux, pour mieux lutter contre le FN. Ce n'était pas dans la ligne du Scalp, on ne m'a pas fait confiance, on me reprochait de travailler avec des non-anarchistes... il y avait une volonté de rester « purs », et seuls, du coup, que je bousculais. J'ai cependant pu animer une émission à Radio Libertaire, au nom du Scalp, avec beaucoup de liberté. Et puis à la fac, plusieurs militants du Scalp m'aidaient, sur le terrain,

notamment pour le service d'ordre. Et enfin, j'appréciais la plupart des analyses portées par le Scalp, sur le capitalisme, les alternatives. Au total, je suis resté 5 ans au Scalp.

De quelle idéologie te revendiques-tu actuellement ?

Je me sens proche de ce courant qu'on appelle l'ultra-gauche historique, le communisme des conseils, ou communisme libertaire. Ma fondation idéologique, c'est le marxisme, mais avec une dimension anti-autoritaire et autogestionnaire très forte. Je suis donc plutôt hostile au léninisme, à la logique des avant-gardes, et bien sûr au choix stratégique de la violence. De Marx, je partage la plupart des analyses, même si je n'aime pas tout du personnage. Et dans le projet de société que j'aimerais voir advenir, je me sens proche du projet libertaire : l'autogestion, la logique d'assemblée populaire, les mandats impératifs, le pouvoir au plus proche des gens, la décentralisation, l'abolition de l'État, mais aussi le refus du productivisme... Je me sens enfin proche de l'altermondialisme quand il affirme ne pas vouloir prendre le pouvoir, mais tenter de l'usurper, en le dissolvant, en le partageant. Prendre le pouvoir, prendre l'État, c'est rentrer dans des logiques d'avant-garde, de bureaucratie, d'autoritarisme, bref tout ce que je déteste.

Comment s'est terminée ton expérience à Assas ?

Après 8 ans à bosser sur ma thèse, je



n'ai pas pu la soutenir. Mon directeur de thèse ne me soutenait pas suffisamment, la perspective d'une carrière universitaire devenait donc impossible. J'ai finalement abandonné, dans la douleur. Entre-temps, je suis parti en coopération en Afrique du Sud. J'avais découvert la Françafrique à Sciences-Po, à travers une section de l'association Survie. Je voulais à la fois découvrir l'Afrique et les logiques post-apartheid. Embauché dans une Université, j'y ai apporté les questionnements sur la Françafrique, dans un univers anglo-saxon qui les connaissait mal. Et puis un jour, j'ai assisté à une conférence sur les sociétés militaires privées, où un orateur brillant expliquait les bienfaits de la privatisation de la guerre. Atterré, j'ai décidé d'enquêter là-dessus, pour démonter ces arguments.

D'où le dossier noir que tu as écrit aux éditions Agone, avec l'association Survie...

Effectivement, quand je suis rentré de coopération, je suis allé voir François-Xavier Verschave, le président de Survie² et l'auteur de *La Françafrique*, pour lui proposer d'écrire un dossier noir sur le mercenariat en Afrique³. Il a accepté. Je me suis rapproché de Survie, d'Attac, de l'altermondialisme, de l'écologie. C'était le début des années 2000. J'avais 27 ans, je cherchais où m'engager pour être utile. J'ai tenté plein de choses. J'ai notamment créé une maison d'édition de jeux politiques, les éditions Contrevents⁴, avec par exemple le jeu « Des thunes et des urnes », pour

essayer de faire passer des messages subversifs de manière ludique. Je fus encore animateur puis directeur de colo, mais aussi guide touristique, formateur dans le secteur sanitaire et social, etc. Je donnais aussi des cours à la fac.

Un parcours très éclectique !

Oui... mais à chaque fois, je choisisais des champs d'action porteurs de sens. Mes études et ma formation politique m'ont ouvert pas mal de portes, aussi. En 2005, je suis rentré à Greenpeace, en tant que chargé de campagne sur le désarmement nucléaire. J'ai appris après-coup que l'on m'avait choisi parce que j'avais l'air un peu naïf, docile... On m'avait embauché pour une campagne Greenpeace qu'il était prévu d'enterrer à l'issue des 18 mois de mon contrat, parce que cette campagne n'était pas rentable, n'apportait pas de nouveaux adhérents et de dons. C'était aussi une campagne très subversive, qui s'en prenait au cœur du complexe militaro-industriel français, et qui dérangeait au plus haut niveau. Donc gênante, même pour Greenpeace.

As-tu apprécié cette expérience à Greenpeace ?

J'ai apprécié la rigueur et le professionnalisme dans l'organisation d'actions directes non-violentes. Greenpeace est une machine de guerre formidable, capable d'efficacité, de radicalité, avec un grand capital sympathie, l'accès aux médias, beaucoup d'argent, des soutiens internationaux, des militants sincères partout en France. Mais, revers

de la médaille, beaucoup de personnes viennent à Greenpeace pour leur carrière, pour apporter un supplément d'âme à leur CV, avec l'idée de mieux intégrer ensuite une multinationale, le profil Greenpeace étant recherché. C'est un accélérateur de carrière. Qui plus est, Greenpeace fonctionne comme une entreprise, avec une organisation pyramidale, des logiques de rentabilité. Ce système favorise, en interne, les arrivistes, les carriéristes. Les militants sincères, quand ils rentrent à Greenpeace, se concentrent à fond sur les luttes, passent beaucoup de temps sur le terrain. Les calculateurs, eux, savent se placer, se faire apprécier de la hiérarchie, concentrer leurs efforts pour monter en hiérarchie. Et ça marche. Au final, on retrouve généralement aux postes d'encadrement de Greenpeace des personnes assez peu radicales, préoccupées surtout par leur évolution.

Tu y es resté combien de temps ?

Je me suis fait gentiment virer à la fin de mon contrat. J'étais jugé trop incontrôlable. Je me suis retrouvé orphelin d'une campagne qui m'avait passionné, grâce à laquelle j'avais rencontré des centaines de militants sincères. Greenpeace avait décidé d'abandonner cette campagne à la fin de mon contrat. J'ai décidé de la continuer, avec d'autres camarades militants. J'avais réussi à obtenir une info secret-défense sur le premier tir du nouveau missile nucléaire M51. Greenpeace refusait de me suivre sur une action là-dessus. Avec une

² Survie est une association de lutte contre la Françafrique. Plus d'infos sur <http://survie.org>

³ La privatisation de la violence. Mercenaires et Sociétés militaires privées au service du marché, Xavier Renou, Agone, 2006

⁴ <http://www.contrevents.com>

trentaine d'autres militants, nous avons décidé d'organiser une action à la Greenpeace mais sans Greenpeace, c'est-à-dire sans filet, sans avocat payé. Grâce à notre action, nous avons retardé de 20 minutes le tir du missile. Ce n'était pas un grand succès. Lors de notre debriefing, nous avons fait le constat de notre manque de savoir-faire, et nous avons décidé de nous former. J'ai contacté des camarades belges de Bombspotting, un groupe libertaire engagé dans l'action directe non-violente contre le militarisme. Ils ont accepté de nous former. Lors du premier stage, nous avons réalisé combien ce savoir-faire était important, combien il manquait dans les milieux militants.

C'est la naissance des Désobéissants ?

Tout-à-fait. Nous avons écrit un manifeste, ouvert un site internet, et décidé de lancer un réseau de formation à l'action directe non-violente. Nous étions alors fin 2006. Aujourd'hui, fin 2009, nous avons organisé une centaine de stages, et notre liste de sympathisantes rassemble près de 6000 personnes. Nous sommes désormais une quarantaine de formateurs dans ce réseau.

Juridiquement, quelle est la structure des Désobéissants ?

Il n'y a aucune structure juridique. On ne veut donner prise ni aux poursuites judiciaires, ni à la recherche d'argent. Nous voulons être un réseau informel, sans enjeu financier ou de pouvoir. Nous voulons contribuer à créer un

vivier de militants compétents dans la non-violence. Nous voulons être non dogmatiques, en rassemblant des personnes autour des valeurs progressistes les plus larges possibles. On veut encourager et soutenir les personnes qui luttent, en créant des foyers de compétence partout en France.

Ce réseau est assez médiatisé.

Pourquoi ?

On n'a pas cherché cette médiatisation, elle est venue toute seule, et nous avons décidé de l'accueillir. Au premier stage de formation, nous étions 24 personnes, et deux médias de gauche sont venus : Tracks d'Arte, et Daniel Mermet de Là-bas si j'y suis. Tous les participants du stage étaient d'accord. Au second stage, en janvier 2007, c'est la presse locale qui est venue, alertée par la police.

La police vous pistait ?

Nous avons essayé de ne pas faciliter le travail de la police en diffusant au dernier moment le lieu du stage, en particulier pour ne pas causer de problèmes, en amont, aux personnes qui accueillait la formation. Du coup, les Renseignements Généraux faisaient le tour des milieux militants de Normandie pour savoir où nous allions nous réunir. C'est comme ça que Paris-Normandie, le journal local, s'est intéressé au sujet. Puis France 3. Quand le stage a commencé, avec 47 participants, nous avons fait une grande réunion de 4 heures, pour débattre sur la présence des médias ou non lors du stage. La décision a été prise d'accepter les journalistes, à

condition qu'ils soient présents tout au long du stage, de A à Z. Si les journalistes n'acceptaient pas cette condition, nous acceptions de discuter avec eux, mais en dehors du lieu de stage, avec un porte-parole. C'est toujours la position qui prédomine aujourd'hui.

Et le porte-parole, c'est souvent toi.

Lors de ce second stage, nous avons décidé qu'il y aurait plusieurs porte-paroles, afin d'éviter les problèmes de personnification. Mais quand on a demandé : « Qui veut être porte-parole ? », je suis le seul à avoir levé la main. Ce que nous n'avions pas prévu, c'est à quel point nous étions vendeurs pour les médias. Nous avons été très sollicités par les médias depuis 2007. Avec nous, les médias font de belles images, le sujet est croustillant, et ça nous permet de faire entendre à un large public qu'il est non seulement possible, mais également nécessaire de désobéir, et qu'on peut les aider à le faire.

Si votre réseau est informel, comment faites-vous, en dehors des stages, pour prendre des décisions concernant l'ensemble du réseau ?

Une fois le réseau mis en place, il n'y avait plus de grande décision à prendre, le fonctionnement général était simple. Assez vite, nous avons découpé le réseau en plusieurs grands secteurs décentralisés, en encourageant chaque zone à s'autonomiser. C'est le cas pour le Nord-Ouest de la France, qui depuis

2007 a suffisamment de compétences et de ressources pour gérer lui-mêmes les stages, les actions, le rapport aux médias. Depuis quelques temps, le Sud-Est et la région parisienne sont également autonomes. Concrètement, être autonome signifie avoir désormais peu besoin de moi, parce que depuis 2006, étant disponible et très motivé par Les Désobéissants, j'y ai consacré beaucoup de temps et d'énergie, j'ai animé et organisé la plupart des stages. Chaque zone s'organise désormais comme elle le souhaite, avec de temps en temps des réunions nationales pour harmoniser un peu l'ensemble. Nous n'avons maintenant plus de porte-parole national. Désormais, quand j'interviens dans les médias, je le fais en tant que membre des Désobéissants, mais sans titre particulier. Nous avons maintenant plusieurs porte-parole au niveau des régions, ce qui me permet de ne plus être le seul mis en avant.

Quels sont tes plus grands enthousiasmes autour de cette aventure ?

J'ai le sentiment d'avoir découvert les outils qui manquaient à l'efficacité de nos luttes. Je ne dis pas qu'il faut seulement de l'action directe non-violente dans les luttes, et qu'il faut renoncer aux pétitions et manifestations, aux colloques et aux conférences, aux projections de films, etc. Mais l'action directe non-violente, et en particulier la désobéissance civile, me paraissent désormais incontournables et efficaces, comme l'ont montré les Faucheurs

Volontaires, les militants du DAL ou d'Act Up, les personnes sans-papiers. Je pense qu'on touche là un des points faibles de nos adversaires. J'en veux pour preuve l'intérêt qu'ils nous portent, notamment l'Armée.

L'Armée s'intéresse à vous ?

Pendant un stage, ils ont installé une caméra cachée que nous avons fini par découvrir. Régulièrement, sur les stages, des gendarmes ou des policiers nous observent avec des jumelles, viennent nous voir, guettent nos aller et venues, etc. Nous avons subi l'infiltration d'un agent de la sûreté militaire pendant 4 mois. On le sait parce qu'il a été dénoncé par une lettre anonyme. C'était un mec charmant, très actif, on n'imaginait pas ça de lui. Après enquête, nous avons eu confirmation de son rôle dans l'Armée, nous l'avons confronté aux preuves, et il est parti aussitôt. Nous avons été cambriolés par les services secrets, qui nous ont volé des carnets d'adresses, des clés USB, des documents. Nous avons eu la visite d'un des responsables de la Gendarmerie nationale, pendant un stage. C'est moi qui l'ai reçu. Il m'a sorti des détails précis sur ma vie, pour m'intimider, me montrer que j'étais suivi. Il voulait nos documents de formation, mais quand j'ai voulu les échanger avec les contenus de formation de la gendarmerie (qui nous intéressent aussi !), il a refusé... Il y a quelques mois enfin, nous avons appris qu'un séminaire était organisé par le DPSD, l'un des services secrets français, où le réseau des Désobéissants était analysé. Bref, l'adversaire

s'intéresse à nous. Ce n'est pas notre force actuelle qui leur fait peur, mais notre potentiel. Après avoir milité pendant plusieurs années dans des groupuscules anticapitalistes, très identitaires, militant contre l'extrême droite sans parvenir à convaincre tellement nous faisons peur à la population avec nos habits, militer avec les Désobéissants me réjouit. J'ai le sentiment d'être utile, de répondre à une demande.

Il y a beaucoup de demandes de stage ?

Oui, plusieurs dizaines par an. Et les trois quarts des participants ne sont pas des militants, ce sont des personnes qui s'ouvrent à l'action, qui jusqu'ici avaient une sensibilité de gauche, manifestaient de temps à autres, mais ne faisaient pas partie d'une organisation. Ils viennent de tous horizons, nous avons des cadres supérieurs, des ouvriers, des décroissants, des retraités, des syndicalistes, des étudiants, des chômeurs, parfois des jeunes de quartiers populaires.

Combien d'actions avez-vous soutenu ?

Une centaine environ, impulsées, accompagnées ou renforcées par Les Désobéissants.

Qu'est-ce qu'une action réussie ?

Une action directe non-violente est généralement le stade ultime d'une campagne politique. Pour s'opposer à un projet, à la construction d'une autoroute, d'un aéroport, ou encore

au passage d'un train radioactif, il faut généralement commencer par alerter la population et exprimer nos revendications aux autorités locales. C'est lorsque tous les recours officiels sont épuisés, lorsque la démonstration est faite du mépris et du mensonge des autorités, que l'action directe est appropriée et compréhensible par la population, dont le soutien est primordial. Le but, c'est de créer un rapport de force, parce que c'est généralement le seul langage que le capitalisme comprend. Créer un rapport de force, c'est nuire à la réputation d'une entreprise ou d'un homme politique, pour les rendre infréquentables. C'est rendre un projet capitaliste beaucoup plus coûteux que prévu. C'est créer du dégât chez l'adversaire, pour le dissuader de continuer à nuire.

Quels sont les moments difficiles dans Les Désobéissants ?

Les déceptions humaines. Nous sommes les produits d'une société qui marche sur la tête, nous avons hérité de tous les défauts de cette société, comme tout le monde : l'égoïsme, la méchanceté, le double-langage, le cynisme, l'individualisme, etc. Quand tu fais des choses, quand tu mets plein d'énergie dans une cause, avec un certain succès, alors tu sors du bois, tu t'exposes aux critiques, à la jalousie, aux attaques mesquines. Le fait que je passe dans les médias déclenche des réactions très vives, dans les deux sens. Je me fais parfois traiter de salaud parce que je passe à TF1...

Avez-vous des procès en cours ?

Les Désobéissants ne revendiquant aucune action, et n'étant pas structurés juridiquement, nous n'avons pas de procès en tant que tels. Par contre, des personnes ou des collectifs d'action soutenus par nous sont en procès. Il y a deux procès concernant des actions anti-nucléaires, des affaires lourdes. Il y a un procès intenté par Hubert Védrine, contre moi, suite à une action pour dénoncer son rôle pendant le génocide des Tutsi au Rwanda. Il y a un procès d'entartage contre un projet d'aéroport. Et un autre concernant un refus de prélèvement ADN. Il est clair que nous avons besoin de soutien pour tous ces procès.

Comment vois-tu l'avenir des Désobéissants ?

Je pense que l'histoire est déterminée davantage par le contexte économique général que par les individus. Les Désobéissants ne seront que le produit des circonstances. C'est-à-dire que si les années 2000 sont la copie conforme des années 70, avec plein de luttes écologistes, anticapitalistes, féministes, alors nous sommes à l'aube d'une période similaire aux années 80, avec un mouvement de balancier réactionnaire. Si tel est le cas, je donne peu cher de notre réseau. Il va se déliter, et une partie de ses membres très engagés vont se ranger. Si en revanche, et j'y crois davantage, l'urgence écologique et sociale fait que le capitalisme est obligé de disparaître ou de se réformer for-

tement, alors nous avons devant nous une grande période de contestation politique et de radicalisation. Je pense que les temps à venir vont être de plus en plus durs, en terme de pauvreté, de répression, de guerres, de dominations. Les travailleurs sans-papiers et leurs familles servent de test à des formes de répression qui vont toucher une part de plus en plus large de la population. Face à la menace de renversement social, les autorités, les riches, les puissances de ce monde vont protéger leurs privilèges coûte que coûte, par tous les moyens possibles, y compris la violence la plus extrême.

Tu as peur de la répression ?

Je m'y attends. L'idée des Désobéissants, c'est de multiplier partout en France des foyers de révolte intelligente, contre l'ordre capitaliste et les injustices. Pour l'instant, ce réseau est composé de militants au degré de révolte conforme à l'air du temps. Plus l'air du temps va se dégrader, plus le réseau va se radicaliser. Pour l'instant, c'est un réseau assez dormant, parce que sur les 6000 sympathisants, seuls quelques centaines sont vraiment actifs. Quand ce réseau va se réveiller, ce sera sans doute le signe d'une période révolutionnaire. Et nous serons exposés, et nous sommes déjà exposés, à une violence de plus en plus forte de la part de nos adversaires...

Par exemple ?

Nous avons soutenu la lutte des travailleurs précaires de Numéricable. Quand cette multinationale a vu que



nous étions organisés, elle a embauché des mercenaires privés, de vrais tueurs, qui nous menaçaient de mort et étaient toujours prêts à nous frapper. Le patron de Numéricable n'a pas hésité à rouler sur la jambe d'un gréviste pour forcer un piquet de grève.

Comment fais-tu pour vivre actuellement ?

Je suis soutenu par mes proches, et je fais des petits boulots. Mais le but est de consacrer un maximum de temps aux Désobéissants.

Risques-tu d'être récupéré ?

On pourrait m'offrir un maroquin électoral ou financier, ce sont des choses qui arrivent. On m'a déjà proposé de rentrer sur des listes électorales. Je veux croire que j'y résisterai. Mais quand je vois José Bové qui a cédé, après trente ans de militantisme radical, je me garderai bien de rien promettre. Et puis, je me dis que José Bové l'a mérité, il s'assure une retraite, une immunité judiciaire, je le comprends. Je m'espère donc, comme José Bové, encore trente ans de militantisme sincère, loin des maroquins. Mais cela dépendra aussi du contexte social. Plus le contexte social sera contestataire, plus je serai contrôlé et porté par les mouvements sociaux, moins j'aurais des chances de me laisser récupérer.

Le journal *Le Monde* a fait un portrait de toi ⁵, qui n'est pas toujours à ton avantage. T'ont-ils contacté pour faire ce

portrait ?

Oui, je me suis prêté au jeu.

As-tu pu relire l'article avant publication ?

Je n'ai pas cherché à le faire, je suis pour la liberté de la presse. Je laisse les journalistes écrire ce qu'ils souhaitent. Dans cet article du journal *Le Monde*, je ne suis pas surpris des critiques de Bruno Rebelle à mon égard, ni de Yannick Jadot, qui sont dans des logiques de carrière et de compromissions, et que j'ai bien connus à Greenpeace. Encore moins de Stéphane Lhomme, très parano. Quant à José Bové, il ne comprend pas notre engagement multi causes, lui qui vient de la lutte contre les OGM. Il prend ça pour de la dispersion. Mais nous n'allons pas laisser le monopole de la cohérence globale aux partis politiques, qui seraient seuls à avoir le droit de s'intéresser à tous les aspects de la vie de la Cité. Tous les combats se valent, à nos yeux, dès lors qu'ils servent une logique de bien commun.

Qu'est-ce que tu espérais à travers ce portrait dans *Le Monde* ?

Pourquoi le nier : ça m'a fait plaisir de me voir dans ce journal, et que l'on s'intéresse à ce que je fais. Mais au-delà de mon petit ego, il y a aussi une stratégie politique précise : au début, quand tu parais dans les médias, c'est pour des sujets très courts. Puis, au fur et à mesure de la médiatisation, on te donne plus de place. Mon objectif est d'avoir autant de place que nos adversaires lors

d'un débat, et de pouvoir tenir le discours le plus radical possible. D'occuper l'espace, quoi ! Bien sûr, nos adversaires seront toujours avantagés dans les médias par rapport à nous, vu que les médias dominants sont structurellement du côté des puissances d'argent et du pouvoir. Mais si on peut élargir l'espace réservé à la dissidence dans les médias, faisons-le ! J'essaye de le faire ⁶.

Quelles sont les retombées directes de ta médiatisation sur Les Désobéissants ?

Naïvement, au début, je pensais qu'un passage au journal télévisé allait nous apporter des centaines d'appel. Ça ne marche pas comme ça. Il n'y a pas de répercussions directes massives. Par contre, plein de personnes qui sont en début de réflexion, qui se sentent insatisfaites du système actuel, à force de nous voir, finissent par franchir le pas. Ce sont des personnes hors des réseaux militants classiques, elles ne lisent pas CQFD ⁶, n'écoutent pas radio Libertaire. Mais elles sont en colère et ont envie d'agir ! Pour leur parler, il faut choisir des canaux qu'elles écoutent, c'est-à-dire les médias officiels. Toute une partie de ma vie, je n'ai fait que m'adresser à des militants, dans le petit ghetto radical. Aujourd'hui, à travers les médias, j'essaye de m'adresser aux gens "normaux". Et c'est l'une des raisons pour lesquelles nos stages accueillent autant de personnes hors de tout réseau militant classique.

⁵ *Le Monde*, 26 février 2009

⁶ Pour un point de vue différent sur la pertinence de participer aux mass-médias, lire *Le comportement des militant-e-s face aux médias*, une conférence de Serge Halimi disponible sur le site des Renseignements Généreux ou visionner *José Bové, le cirque médiatique*, un film-documentaire de Damien Doignon (2007, 54mn).

Les gens sont informés des stages par les médias ?

En partie, oui. Dans nos stages, un quart des gens viennent parce qu'ils nous ont vu dans les médias dominants, et les trois quarts par le bouche-à-oreille. Cette ouverture à des réseaux non militants est formidable. Par exemple, depuis plusieurs mois nous formons un réseau de personnes handicapées, en région parisienne. Grâce à leurs luttes non-violentes pour de meilleurs systèmes de transport, ils ont réussi à obtenir satisfaction, là où toutes les réunions de concertation et les voies officielles avaient échoué. La télévision nous donne, auprès des gens

“normaux”, une crédibilité qui accélère nos contacts dans des milieux différents, des milieux qui ont besoin d'aide. On formait il y a quelques semaines des travailleurs de quartiers populaires.

Pour nous remercier, ils nous ont invité à manger des hamburgers et du Coca Cola, c'est dire si nous venons d'horizons différents. Et tant mieux ! Ça ne m'intéresse pas de n'être qu'avec des gens qui pensent comme moi. On n'arrivera pas à changer les choses si on reste enfermés dans nos petits ghettos militants... ●

POUR ALLER + LOIN

- *Petit manuel de désobéissance civile*, Xavier Renou, Syllepse, 2009
- *Désobéir au nucléaire, Désobéir à la pub, Désobéir avec les sans-papiers, Désobéir par le rire*, quatre ouvrages publiés par Les Désobéissants aux éditions Le passager clandestin, en 2009 et 2010.

COLLECTIF LES DÉSOBÉISSANTS
Stages, actions, agendas
sur www.desobeir.net

